

## **Note concernant les relations de la justice avec les médias**

En l'état, la communication via le Service Communication et Presse de la Justice relève, en général, de la compétence des chefs de corps, mais les réactions individuelles, par voie de presse, des magistrats auteurs de décisions de justice critiquées ne sont pas pour autant prohibées. En matière pénale, le procureur d'Etat ou le procureur général d'Etat peut rendre publique des informations sur le déroulement d'une procédure (art. 8 (3) du C.I.C.).

Telle étaient les conclusions d'une réunion concernant le Service Communication et Presse de la Justice qui s'est tenue le 23 janvier 2012 entre les chefs de corps.

Il en ressort (notamment des développements du président de la Cour administrative) que le fondement de la position arrêtée est à rechercher dans les règles générales en vigueur dans la fonction publique aux motifs que l'article 1<sup>er</sup> paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat inclut la magistrature dans son champ d'application, hormis les exceptions prévues par la Constitution, la loi sur l'organisation judiciaire et la loi portant organisation des juridictions de l'ordre administratif et que l'article 9 paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du statut général oblige le fonctionnaire à se conformer aux ordres de ses supérieurs. En conséquence, le magistrat (tant du ministère public que du siège) devrait, en matière de communication, s'en remettre à la prudence de son chef de corps et respecter ses instructions.

Au cas où le chef de corps estimerait qu'il n'y a pas lieu de communiquer avec les médias, cette décision devrait être respectée en toutes circonstances (il a d'ailleurs été précisé par le procureur général d'Etat que la communication avec les médias devrait constituer l'exception). En cas de différend persistant, seules deux issues seraient envisageables : la démission du chef ou la démission du subordonné. Tel serait l'inconvénient du statut de la fonction public que compenserait cependant le principe de la sécurité de l'emploi.

Aucune disposition ne régit, ni de près ni de loin, les relations des fonctionnaires ou des magistrats avec la presse. D'autre part, le statut général des fonctionnaires de l'Etat fait obligation à l'Etat de protéger ses fonctionnaires (chapitre 10, art. 32 et s.).

Il est dès lors douteux que les relations de la fonction publique ou de la magistrature avec la presse aient pour seul repère l'autorité du supérieur hiérarchique.

Plus fondamentalement, le simple renvoi au statut général de la fonction publique et à l'autorité du chef ne se concilie guère avec deux impératifs essentiels : la transparence et l'indépendance de la justice.

Si l'exigence de transparence s'applique aussi bien à l'Administration qu'à la Justice, elle revêt un aspect tout à fait particulier en ce qui concerne cette dernière du fait du principe d'indépendance de la justice.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1979 contient simplement une référence d'ordre général prévoyant l'application du statut de la fonction publique à la magistrature. Or, il est bien connu que le statut des magistrats contient des différences importantes avec celui des fonctionnaires. Ces différences sont liées notamment au principe d'indépendance de la justice. En application de ce principe, le juge prend ses décisions en toute indépendance y compris à l'égard de son supérieur hiérarchique qui - comme chacun sait - n'a pas à lui donner d'instruction en ce qui concerne la teneur de ses décisions. Il s'agit là d'une différence essentielle avec le fonctionnaire d'Etat qui, lui, doit s'en tenir aux instructions de son supérieur hiérarchique en ce qui concerne la teneur de ses décisions.

Lorsqu'un fonctionnaire voit sa décision critiquée dans la presse, c'est, d'une certaine manière, le supérieur hiérarchique qui en porte la responsabilité (en raison des instructions qu'il a données ou omis de donner). Ce dernier est, dès lors, indirectement visé à travers son subordonné et il a partant vocation à décider de l'opportunité et de la teneur d'une réponse. En dernière instance, cette responsabilité revient, en quelque sorte, au Ministre qui, lui, doit se justifier devant les représentants de la nation.

Il en va différemment du juge dont la décision est critiquée dans la presse car le supérieur hiérarchique du juge et, a fortiori, le ministre de « tutelle » ne portent pas la responsabilité de la décision prise, en toute indépendance, par le juge mis en cause.

Si le juge, auteur de la décision critiquée, se voit refuser le droit de répondre par son supérieur hiérarchique, on aboutit à la situation où le juge qui participe à l'exercice du pouvoir judiciaire (émanation de la souveraineté nationale) est mis dans l'impossibilité de se justifier et où le public est mis dans l'impossibilité de vérifier si le juge a fait un bon usage du pouvoir dont il l'a investi, contrairement à ce que le public est en mesure de faire lorsqu'un fonctionnaire non magistrat est mis en cause.



Il s'y ajoute que cette situation place le juge dans une situation de quasi dépendance à l'égard de son supérieur hiérarchique et même, à certains égards, du ministère public lequel est soumis à l'autorité du Ministre de la Justice.

Sous la pression du risque de ne pas pouvoir se justifier ou même de voir publier un communiqué désapprobateur, le juge ne sera-t-il pas tenté de rendre des décisions conformes aux attentes de son supérieur hiérarchique et (ou) du ministère public ?

En outre, l'affirmation de la compétence exclusive et du pouvoir souverain du chef hiérarchique implique un risque de traitement inégal et arbitraire des situations en fonction des sentiments personnels du chef hiérarchique à l'égard du juge concerné.

Excessivement attachée aux intérêts individuels du magistrat et, par trop, simplificatrice et réductrice dans son assimilation de la magistrature à la fonction publique, l'approche qui sous-tend la position des chefs de corps méconnaît le devoir d'information à l'égard du public des services de l'Etat en général et des autorités judiciaires, en particulier, autrement dit, leur devoir de transparence, d'une part (1) de même que le principe d'indépendance des juges, garant de l'impartialité des décisions de justice, d'autre part (2).

#### 1. La transparence de la justice.

Dans une société démocratique, l'action des pouvoirs publics doit être transparente.

A cet égard, le public dispose d'un véritable droit à l'information car il doit pouvoir contrôler que les pouvoirs publics s'acquittent de leurs missions conformément à la loi et aux attentes légitimes du public.

Ce droit à l'information a pour corollaire un devoir d'information dans le chef des pouvoirs publics, la transmission des informations s'effectuant par l'intermédiaire des médias auxquels est attribué le rôle de « chiens de garde » de la démocratie.

Telles sont les exigences résultant de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, relatif à la liberté d'expression, au vu d'une jurisprudence abondante de la Cour européenne des droits de l'homme.

Ainsi que le rappelle un arrêt tout à fait récent de la Grande Chambre (Axel Springer AG / Allemagne, 07.02.12, requête n° 39954/08) « La liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique ... La Cour a par ailleurs souligné à de

nombreuses reprises le rôle essentiel que joue la presse dans une société démocratique ... Il lui incombe de diffuser des informations et des idées sur toutes les questions d'intérêt général. A sa fonction qui consiste à diffuser des informations et des idées sur de telles questions s'ajoute **le droit, pour le public, d'en recevoir**. S'il en allait autrement, la presse ne pourrait pas jouer son rôle indispensable de chien de garde » (§ 79 ; dans le même sens not. Grande Chambre, Bladet Tromso et Stensaas / Norvège, 20.05.99, requête n° 21980/93, §§ 59 et 62 ; Grande Chambre, Pedersen et Baadsgaard / Danemark, 17.02.04, requête n° 49017/99, § 71) Et la Cour de rappeler que l'article 10 §2 de la Convention ne laisse guère de place pour des restrictions dans le domaine des questions d'intérêt général au motif que dans une société démocratique les actions ou omissions des pouvoirs publics « doivent se trouver placées sous le **contrôle attentif** non seulement des pouvoirs législatif et judiciaire, mais aussi **des médias et de l'opinion publique** » (CEDH, Grande Chambre, Guja / Moldova, 12.02.1998, requête n° 14277/04, § 74).

Cette règle doit régir non seulement les relations entre l'Administration et le public (ibidem) mais aussi les relations entre la Justice et le public.

Dans une affaire Prager et Oberschlick / Autriche (26.04.1995, requête n° 15974/90), la Cour de Strasbourg, après avoir rappelé que « la presse joue un rôle éminent dans un Etat de droit » et qu' « il lui incombe de communiquer ... des informations sur les questions politiques ainsi que sur les autres thèmes d'intérêt général », a précisé que « parmi eux figurent sans nul doute ceux qui concernent le fonctionnement de la justice, institution essentielle à toute société démocratique ». A cet égard la Cour relève que « **la presse représente l'un des moyens dont disposent les responsables politiques et l'opinion publique pour s'assurer que les juges s'acquittent de leurs hautes responsabilités conformément au but constitutif de la mission qui leur a été confiée** » (§ 34)

Plusieurs arrêts postérieurs dont certains ont été rendus en Grande Chambre, abondent dans le même sens « cette tâche (i.e. de « chien de garde ») englobe la rédaction de comptes rendus et commentaires sur les **procédures judiciaires** ... En effet, on ne saurait penser que les questions dont connaissent les tribunaux ne puissent, auparavant ou en même temps, donner lieu à discussion ailleurs, que ce soit dans des revues spécialisées, la grande presse ou le public en général. A la fonction des médias consistant à communiquer de telles informations et idées s'ajoute **le droit, pour le public, d'en recevoir** » (Axel Springer / Allemagne précité, §80 ; v. ég. News Verlag GmbH/ Autriche, 11.01.00, requête n°31457/96, § 56 ; Campos



Damaso / Portugal, 24.07.08, requête n°17107/05, § 31; Dupuis / France, 12.11.07, requête n° 1914/02, § 35)

Les affaires pénales, loin de constituer une exception à la règle énoncée ci-dessus, font l'objet d'une attention particulière du public qui est en droit de recevoir des informations à leur sujet.

« Le public a, en principe, un intérêt à être informé des procédures en matière pénale et à pouvoir s'informer à cet égard » (Axel Springer / Allemagne, précité, § 96, News Verlag Gmbh/ Autriche, précité, § 56; Campos Damaso / Portugal, précité, §32 ; Dupuis / France, précité, §37).

Si le respect de la vie privée et de la présomption d'innocence ou encore le souci d'efficacité de la justice engagent à faire preuve de circonspection et de modération dans l'expression, ces considérations ne sauraient, en aucun cas, faire obstacle au droit à l'information du public (Axel Springer / Allemagne, précité, § 79-80 ; News Verlag Gmbh/ Autriche, précité, § 55-56; Campos Damaso / Portugal, précité, § 30-31; Dupuis / France, précité, § 40-41).

L'inclusion des affaires pénales dans le droit à l'information du public a d'ailleurs été proclamée dans une recommandation R(03) 13 du Comité des Ministres aux Etats membres du Conseil de l'Europe sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales en ces termes : « Les médias ont le droit d'informer le public eu égard au **droit de ce dernier à recevoir des informations** », avant de souligner « l'importance des reportages réalisés par les médias sur les procédures pénales pour informer le public, rendre visible la fonction dissuasive du droit pénal et **permettre au public d'exercer un droit de regard sur le fonctionnement du système judiciaire pénal** ».

La CEDH, pour sa part, a expressément approuvé ces considérations du Comité des Ministres et les a fait siennes dans le cadre de son interprétation de l'article 10 de la Convention « la Recommandation R(03) 13 rappelle, à juste titre, que les médias ont le droit d'informer le public eu égard à son droit de recevoir des informations et souligne l'importance des reportages réalisés sur les procédures pénales pour informer le public et permettre à celui-ci d'exercer son droit de regard sur le fonctionnement du système de justice pénale. En annexe à cette Recommandation figure d'ailleurs notamment le droit du public à recevoir des informations sur les activités des autorités judiciaires ... à travers les médias » (v. not. arrêt Campos Damaso/ Portugal, précité, § 34)

Enfin, un aspect particulier de la transparence mérite d'être souligné. La dette de transparence et de communication dont la justice est redevable, comme corollaire du droit à l'information

du public, peut se manifester également lorsque la presse s'en prend à des juges au travers de contestations ou attaques.

Il convient de ne pas perdre de vue que, dans de telles circonstances, il ne s'agit pas que de la réputation individuelle du ou des juge (s) critiqué(s) et, encore moins, de celle de son (leur) supérieur hiérarchique, mais bien au-delà, du préjudice actuel ou futur subi par la justice dans son ensemble, en termes de perte de confiance du public. Le besoin de communication se manifeste, alors, afin de rétablir la confiance du public dans les autorités judiciaires.

C'est ce que signifie la CEDH lorsqu'elle estime qu' «il convient de tenir compte de la mission particulière du pouvoir judiciaire dans la société. **Comme garant de la justice, valeur fondamentale dans un Etat de droit, son action a besoin de la confiance des citoyens pour prospérer. Aussi peut-il s'avérer nécessaire de protéger celle-ci contre des attaques destructrices dénuées de fondement sérieux, alors surtout que le devoir de réserve interdit aux magistrats visés de réagir** » (CEDH, Prager et Oberschlic /Autriche précité, § 34)

Dans son avis n°3 (2002) sur les principes et règles régissant les impératifs professionnels applicables aux juges, le Conseil Consultatif des Juges Européens (ci-après CCJE, organe consultatif du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe) évoque encore une deuxième raison d'être de l'exigence de transparence, à savoir le rôle « pédagogique » des juges : « Le droit du public à l'information est néanmoins un principe fondamental résultant de l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Il implique que le juge réponde aux attentes légitimes des citoyens par des décisions clairement motivées. Le juge devrait également avoir la liberté de préparer un résumé ou un communiqué expliquant la substance ou précisant la signification de ses décisions pour le public. » (§ 40)

Le Réseau Européen des Conseils de la Justice (RECJ), organisme oeuvrant sous l'égide de l'Union européenne, relève, lui aussi, le rôle pédagogique du juge consistant à préciser la signification de la loi et des décisions de justice : « La réserve ne peut servir d'alibi au juge, s'il évite de s'exprimer sur les dossiers qu'il traite personnellement, il n'en est pas moins idéalement placé pour expliquer les règles légales et leur application. Le juge a un rôle pédagogique de soutien de la loi, aux côtés des autres institutions chargées de la même mission ». (Rapport 2010 sur la déontologie judiciaire, p. 7)



Ce rôle pédagogique du juge qui est quelque peu méconnu dans notre pays, est évoqué par souci d'être complet et pour mettre en évidence que la justice est tenue, à l'égard du public, d'une véritable dette d'information qui ne relève pas du pouvoir d'appréciation des magistrats, que ce soient les magistrats concernés par une affaire suscitant l'intérêt du public ou les chefs de corps.

En résumé, on peut considérer que le besoin de transparence se manifeste sur deux plans, pour permettre à la justice de remplir son rôle pédagogique et pour préserver la confiance du public : « la compréhension des mécanismes judiciaires a incontestablement une vertu pédagogique et devrait permettre d'affirmer la confiance du public dans le fonctionnement des tribunaux (CCJE, avis n° 7 (2005) sur justice et société, § 9)

## 2. L'indépendance des juges.

Certes, la vocation première du principe d'indépendance des juges est de servir de protection contre toute ingérence des pouvoirs politiques et à cette fin certaines garanties statutaires (inamovibilité, interdictions et incompatibilités) sont indispensables.

Il est tout aussi indispensable que les juges possèdent certaines qualités personnelles telles que le courage et la force de caractère pour que la justice fonctionne de manière réellement indépendante.

Cependant, il convient, par ailleurs, d'avoir égard à d'autres formes de pouvoir, d'autres sources de pressions susceptibles de compromettre un exercice indépendant de la justice. Non seulement dans l'intérêt des juges mais aussi dans l'intérêt général, il importe de prendre des mesures particulières, de mettre en place des dispositifs spécifiques afin de mettre les juges à l'abri de ces différentes sources de pression. « On a bien souvent observé – et il importe d'y insister – que l'indépendance et l'impartialité des juges résident plus dans leur caractère que dans les lois ... Il n'en reste pas moins que, contre les pressions, les menaces ou les tentations possibles, les institutions elles-mêmes peuvent et doivent favoriser et soutenir les vertus, essentielles pour le magistrat, d'indépendance, d'impartialité et d'intégrité : il ne s'agit pas seulement de l'intérêt des magistrats eux-mêmes, mais aussi de celui des plaideurs et de la bonne administration de la justice.

C'est pourquoi, en dehors de la garantie générale que constitue en soi, pour des magistrats, l'existence d'un statut professionnel d'ensemble qui précise leur condition, fixe leurs droits et

obligations ... il est opportun que le législateur élabore certaines institutions, édicte certaines mesures particulières et d'objet précis, dont la finalité est spécialement adaptée aux situations dans lesquelles, au cours de sa vie professionnelle, le magistrat peut être amené à se trouver, ainsi qu'aux périls auxquels - d'où qu'ils viennent - il peut être exposé » (H. Solus et R. Perrot, *Droit judiciaire privé*, tome 1<sup>er</sup> éd. Sirey, n° 775) Ainsi que le Professeur Perrot l'exprime, de manière plus ramassée, dans un ouvrage ultérieur « Il est indispensable de tenir le juge de carrière à l'abri des menaces et des brimades, à l'abri aussi des sollicitations ou des faveurs qui pourraient fausser son impartialité et, en tout cas, sa sérénité » (*Institutions judiciaires*, éd. Montchrestien, n° 344)

Dans cette même optique, plusieurs instruments internationaux ont proclamé le principe d'indépendance des juges en lui donnant la définition la plus large de façon à parer à toutes les sources potentielles de pressions.

C'est ainsi que dans sa résolution n° 40/32, adoptée le 29 novembre 1985, arrêtant les principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, l'assemblée générale de l'ONU retient que « les magistrats règlent les affaires dont ils sont saisis impartialement, d'après les faits et conformément à la loi, sans restrictions et sans être l'objet d'influences, incitations, pressions, menaces ou interventions indues, directes ou indirectes, de la part de qui que ce soit ou pour quelque raison que ce soit » (article 1.2)

Le Code de déontologie judiciaire (Principes de Bangalore) adopté par la Commission des droits de l'homme de l'ONU, dans une résolution du 25 avril 2003, exige du juge qu'il exerce sa « fonction judiciaire ... sans influences extérieures, incitations, pressions, menaces ou interférences directes ou indirectes ».

Dans sa Recommandation n° R (94) 12 sur l'indépendance, l'efficacité et le rôle des juges, adoptée le 13 octobre 1994, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe « Recommande aux gouvernements des Etats membres d'adopter ou de renforcer toutes les mesures nécessaires pour promouvoir le rôle des juges individuellement et de la magistrature dans son ensemble et d'améliorer leur indépendance et leur efficacité, en appliquant notamment les principes suivants : « Les juges devraient prendre leurs décisions en toute indépendance et pouvoir agir sans restrictions et sans être l'objet d'influences, d'incitations, de pressions, de



menaces ou d'interventions indues, directes ou indirectes de la part de qui que ce soit ou pour quelque raison que ce soit. » (2.d)

Dans le contexte qui nous occupe, trois pouvoirs sont susceptibles d'exercer une pression indue sur le travail des juges : la presse (le « quatrième pouvoir »), la hiérarchie et le ministère public.

Le Conseil consultatif des juges européens a fort opportunément attiré l'attention sur la nécessité d'y prendre garde et d'y remédier.

- En ce qui concerne les médias :

Avis n° 3 (2002) sur les principes et règles régissant les impératifs professionnels applicables aux juges.

« C'est à ces conditions que le juge peut exercer librement sa mission, **sans craindre les pressions susceptibles d'être exercées par les médias**. Le CCJE a noté avec intérêt la pratique en vigueur dans certains pays consistant à confier à un juge responsable de la communication ou un porte-parole attaché au tribunal le soin de communiquer avec la presse sur les sujets intéressant le public. (§ 40)

Avis n° 12 (2009) sur les juges et les procureurs dans une société démocratique.

« **La couverture médiatique d'affaires en cours d'instruction ou de procès peut constituer une ingérence et exercer une influence et une pression néfaste sur les juges** » (§ 73)

- En ce qui concerne la hiérarchie :

Avis n° 1 (2001) sur les normes relatives à l'indépendance et à l'inamovibilité des juges.

« (Au sujet de l' « Indépendance au sein de l'appareil judiciaire ») ... un juge dans l'exercice de ses fonctions n'est l'employé de personne ... Le CCJE note le **risque potentiel que la hiérarchie judiciaire interne peut faire peser sur l'indépendance des juges**. On sait que l'indépendance suppose non seulement d'être à l'abri d'une influence extérieure induite, mais

aussi d'être soustrait à l'influence indue qui peut découler dans certaines situations de l'attitude d'autres juges » (§ 66)

« Chaque juge jouit de **l'indépendance dans l'exercice de ses fonctions nonobstant toute hiérarchie au sein des juridictions** » (conclusion n°9)

Avis n° 12 (2009) sur les juges et les procureurs dans une société démocratique.

« Le pouvoir judiciaire se fonde sur le principe d'indépendance à l'égard de tout pouvoir extérieur et sur l'absence tant de toute directive émanant de qui que ce soit que de **hiérarchie interne** » (§36)

- En ce qui concerne le ministère public :

Avis n° 12 (2009) sur les juges et les procureurs dans une société démocratique.

« Les juges et les procureurs devraient être indépendants les uns par rapport aux autres et jouir d'une indépendance effective dans l'exercice de leurs fonctions respectives. Ils ont des fonctions distinctes au sein du système judiciaire et de la société dans son ensemble ». (§ 20)

« L'intervention et l'attitude du ministère public ne doivent laisser planer aucun doute sur leur impartialité objective. **Si les juges et les procureurs doivent être indépendants dans l'exercice de leurs fonctions, ils doivent l'être et apparaître ainsi également les uns vis-à-vis des autres** » (§ 36)

« **Les procureurs doivent s'abstenir, en public, de toute déclaration ou commentaire susceptible de donner à penser qu'ils font pression directe ou indirecte sur le tribunal** pour que celui-ci rende une certaine décision, ou qui pourrait compromettre le caractère équitable de la procédure » (§ 41)

Enfin, on remarquera, pour être complet, que le Code de déontologie judiciaire (Principes de Bangalore) précité adopté par la Commission des droits de l'homme de l'ONU retient dans son article 1.4 que le juge doit être « indépendant vis-à-vis de ses collègues magistrats » et que le rapport RECJ sur la déontologie judiciaire précise que l'indépendance des juges doit être préservée notamment vis-à-vis des pouvoirs hiérarchique et médiatique (p.3).

Or, on conçoit aisément que les sources de pression dénoncées ci-dessus puissent agir de manière conjuguée. En publiant un communiqué d'une teneur déterminée, le ministère public



ou l'autorité hiérarchique peuvent amener les médias et partant l'opinion publique à faire pression sur une juridiction dans un sens déterminé. De même, en omettant ou en refusant de répondre à des informations inexactes ou des publications fortement tendancieuses, le ministère public ou l'autorité hiérarchique peuvent inciter les médias et partant l'opinion publique à continuer de faire pression dans un sens déterminé.

Tel est précisément le danger auquel les juges luxembourgeois sont d'ores et déjà exposés. Aussi faudrait-il mettre en place d'urgence un nouveau système de communication.

Conformément à la proposition que le CCJE dégage tout naturellement des observations citées plus haut, il y aurait lieu d'adhérer à l'idée de confier « les relations avec les médias » (la communication) à une autorité indépendante. Cette autorité indépendante prendrait en charge la communication avec le public, sur base de lignes directrices générales arrêtées au préalable (afin de prévenir un traitement inégal) tout en garantissant les juges de toute influence induite tant de la hiérarchie que du ministère public.

Les extraits d'avis reproduits ci-après viennent au soutien de cette proposition.

- En ce qui concerne l'attribution de la communication à une autorité indépendante

Avis n° 7 (2005) sur justice et société

(Concernant les relations entre presse et justice) « Le CCJE recommande de mettre en place des mécanismes efficaces qui pourraient prendre la forme d'un organe indépendant » (§ 40)

« Lorsqu'un juge ou un tribunal est contesté ou attaqué par les médias, le devoir de réserve des juges impliqués leur interdit de réagir en utilisant les mêmes canaux. En revanche, **les tribunaux devant pouvoir rectifier les informations erronées diffusées dans la presse, le CCJE estime qu'il serait souhaitable que les pouvoirs judiciaires nationaux s'adjoignent les services de personnes ou d'un organe (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature ou les associations de juges) qui soient prêts à réagir de manière rapide et efficace à de telles contestations ou attaques** » (§ 55 et recommandation C.13)

Avis n° 10 (2007) sur le Conseil de la Justice au service de la société

« Le CCJE recommande que le **Conseil de la Justice** veille à ce que les tâches suivantes, exercées de préférence par le Conseil lui-même ... soient accomplies de manière indépendante : ... **la protection de l'image des juges** (§ 42)

« **Le Conseil de la Justice devrait être habilité**, non seulement à faire valoir publiquement son point de vue, mais aussi **à faire toutes démarches utiles auprès du public**, des autorités

publiques et, lorsque cela est nécessaire, des tribunaux **pour défendre la réputation de l'institution judiciaire et/ou de ses membres** » (§ 83)

« **Le Conseil de la Justice pourrait utilement être l'organe à même de jouer un rôle plus vaste dans la protection et la promotion de l'image de la justice**, ce rôle impliquant de trouver un équilibre entre, d'une part, les droits et libertés en conflit, les acteurs sociaux et politiques et les médias et, d'autre part, l'intérêt du public pour un fonctionnement indépendant et efficace du système judiciaire » (§ 84)

- En ce qui concerne l'élaboration de lignes directrices en matière de communication

Avis n° 7 sur justice et société

« Le CCJE estime souhaitable que chaque profession (juges et journalistes) définisse des guides des bonnes pratiques pour l'organisation de ses rapports avec les représentants de l'autre profession et la relation des affaires judiciaires » (§ 39)

- En ce qui concerne, plus particulièrement, l'opportunité de prévoir deux voies de communication séparées, l'une pour les juges et l'autre pour le ministère public

Avis n° 12 (2009) sur juges et procureurs dans une société démocratique

« **Juges et procureurs devraient rédiger un code des bonnes pratiques ou des lignes directrices régissant leurs relations respectives avec les médias** » (§ 11)

« Si les juges et les procureurs doivent être indépendants dans l'exercice de leurs fonctions, ils doivent apparaître ainsi également les uns vis-à-vis des autres » (§ 36)

« Les juges et les procureurs doivent respecter mutuellement le rôle spécifique de chacun dans le système judiciaire. Juges et procureurs doivent élaborer des **lignes directrices** ou un code de bonne conduite **pour chaque fonction** dans sa relation avec les médias. (§ 75)

Pour autant, il n'est guère indiqué de permettre au magistrat contesté ou attaqué de réagir, lui-même, par voie de presse. En effet, pareille réaction individuelle risque fort de manquer de sérénité voire même de toute l'objectivité souhaitable et d'être perçue comme peu crédible. D'autre part, c'est l'image de l'institution judiciaire dans son ensemble qui est susceptible d'être ternie.



Aussi le CCJE considère-t-il que « les juges s'expriment avant tout par la motivation de leurs décisions et ne devraient pas expliquer eux-mêmes celles-ci dans la presse ou, plus généralement, s'exprimer publiquement dans les médias sur les affaires dont ils ont la charge » (CCJE, avis n° 7 (2005) sur la justice et la société § 34)

Dans le même sens, le RECJ estime que le juge doit s'abstenir « de formuler des commentaires sur ses décisions, même si celles-ci sont désapprouvées par les médias ou la doctrine, ou encore si elles sont réformées. Son mode d'expression est la motivation de ses décisions ... il évite de s'exprimer sur les dossiers qu'il traite personnellement » (RECJ, rapport 2010 sur la déontologie judiciaire, p. 6-7)

En conclusion des observations qui précèdent, on peut retenir ce qui suit :

Ni les autorités hiérarchiques ni le ministère public n'ont à juger de l'opportunité des informations à donner au public. La justice est tenue d'un véritable devoir d'information à l'égard du public, y compris et même particulièrement en ce qui concerne les procédures pénales, nonobstant le respect de la présomption d'innocence et de la vie privée ou le souci d'efficacité de la justice.

Les contestations ou attaques contre un ou plusieurs juges sont de nature à compromettre la confiance du public dans l'institution judiciaire. Celle-ci se doit, dès lors, de répondre à ces contestations ou attaques, de manière rapide et efficace, afin de protéger son image (sa réputation) et celle des juges visés et de préserver ainsi la confiance du public dans l'institution judiciaire.

Dans l'intérêt de l'indépendance des juges, les relations de la justice avec les médias devraient relever de la compétence d'une autorité indépendante et représentative.

Ladite autorité devrait établir des lignes directrices séparées pour les juges d'une part, les membres du ministère public, d'autre part.

Luxembourg, le 14 mars 2012

Pour le comité du Groupement des Magistrats Luxembourgeois

Alain THORN, président